

PRATIQUES CLIENTÉLISTES ET MODES D'INTERVENTION SOCIALE EN AMAZONIE

Maria Conceição D'INCAO, Gérard ROY¹

Ce programme fait partie du Grand Programme "Rente, travail, pouvoir : recherches sur le paternalisme et le clientélisme contemporains", et ce texte présente plus précisément l'insertion de cette équipe dans le Programme élaboré au Musée Goeldi à Belem par R. Araujo (Cnpq, Brésil) et C. Geffray, P. Lena (Orstom). Le titre en est : "Peuplement, identités et environnement en Amazonie brésilienne".

Cette proposition est d'abord issue du travail de recherche accompli dans l'Etat de Sao Paulo sur les *assentamentos* (établissements) de réforme agraire, dont les résultats sont en cours de publication (en français et en portugais). Titre de l'ouvrage : "De l'apprentissage de la démocratie : autonomie du citoyen et participation populaire". Cette proposition fait suite également aux échanges scientifiques intervenus avec l'équipe de Belem en 1993 qui ont permis de faire ressortir de larges points de convergence dans les problématiques de recherche et dans les résultats, en même temps qu'une certaine singularité de notre travail propre à enrichir la démarche d'ensemble. Elle est le produit enfin du travail de terrain effectué en octobre et novembre 1993 dans la région de Maraba (Etat du Pará) sur les communautés rurales naissantes qui se constituent sur le front d'expansion amazonien, objet de l'intervention d'organisations non-gouvernementales.

1 - Expérience de travail dans l'Etat de Sao Paulo

La situation que nous avons étudiée de manière approfondie est une situation d'*assentamento*, née, parmi d'autres, de la réforme agraire au niveau fédéral et de la politique publique d'*assentamentos* du gouvernement dit de transition démocratique (1984-1987) de l'Etat de Sao Paulo. Cette situation concerne le projet de création d'une paysannerie moderne, composée par des familles de travailleurs urbains et ruraux, sous une forme semi-collectiviste élaborée par des ingénieurs progressistes de l'Etat. Elle met en scène d'un côté, l'Etat et ses ingénieurs agronomes, les mouvements et leurs militants (Mouvement des Travailleurs Sans Terre, Communautés Ecclésiastiques de Base), des communautés donatrices pourvoyeuses d'aide en argent et en nature, nationales et internationales. Et d'autre part un collectif de familles et ses meneurs, surgis dans la lutte de conquête de la terre, liés aux mouvements progressistes.

¹G. Roy est économiste ORSTOM ; M.C. d'Incao est anthropologue, professeur à l'Université de Campinas (Brésil), associée à l'UR.

L'observation et l'analyse de cette situation renferme deux préoccupations de connaissance. D'une part découvrir les relations économiques, sociales et politiques qui se créent dans la pratique, par rapport à la logique théorique des relations inscrites dans la forme constitutive semi-collectiviste, ainsi que leurs résultats en termes d'efficacité économique et d'intégration des producteurs. D'autre part, comprendre ces relations et ces résultats à partir d'une démarche qui prend en compte la singularité issue de l'histoire de ces travailleurs, et le caractère déterminé des conditions dans lesquelles ils sont placés. Enfin découvrir les possibles dépassements des relations observées, c'est-à-dire les possibilités pour les acteurs en présence de se retrouver dans une nouvelle unité; et expérimenter, à travers la relation chercheurs-producteurs et leurs familles, les chemins de la mise en oeuvre de ces possibilités.

Pour atteindre à cette double connaissance nous adoptons une position déterminée dans la pratique de recherche : reconnaître chacun présent sur la scène de l'*assentamento*, en tant que personne égale par rapport à nous dans la liberté de s'exprimer; choisir le principe du dialogue-critique dans la relation à chacun, qui permet d'interroger les relations existantes au sein de la collectivité, du point de vue de leur conformité ou de leur non-conformité aux relations qui constituent le présupposé et la finalité de notre intervention : les relations de caractère démocratique.

Cette démarche vise à révéler pour nous les rapports de domination existants; et pour eux la possibilité d'autres relations, construites sur le principe de l'égalité de chacun dans la liberté d'expression, et de décider, sous une loi commune. Elle vise en d'autres termes à transformer la position de départ en une présence médiatrice dans la constitution d'un groupe fondé sur l'autonomie des personnes, et en tant que tel, capable d'aborder en commun les problèmes communs.

2 - Les résultats auxquels nous sommes parvenus.

Le système semi-collectif est construit sur une agriculture mécanisée destinée au marché, dont le modèle est emprunté à l'entreprise agricole dominante. Les machines sont propriété de la collectivité; les décisions et le travail sont effectués collectivement. La gestion est entre les mains d'une association dirigée par des membres élus. L'ensemble doit fonctionner avec l'assistance des ingénieurs de l'Etat.

Dans la pratique, les résultats sont décevants. Le modèle évolue de manière chaotique vers la forme familiale privée, le parc de machines se dégrade. Il y a crise de l'association et paralysie de ses membres pour la résoudre. On observe l'appropriation de la composante collective du mode d'organisation économique et sociale par la minorité militante, et la pénétration de toutes les relations par une logique de relations interpersonnelles, construite sur l'arbitraire, les faveurs et l'exclusion.

Laissés à eux-mêmes les travailleurs recréent entre eux les relations dans lesquelles ils ont été socialisés, à caractère nettement paternaliste. Moins l'efficacité.

Quelles sont les raisons de cet état des choses ? La forme semi-collective dans laquelle on place les travailleurs est étrangère, dans sa conception, à leur singularité historique. Elle ne prend en compte ni le positif dont ils sont porteurs (un certain savoir et une aspiration à la liberté), ni le négatif (un savoir limité et les relations de dépendance dans lesquelles ils ont été socialisés). Est en cause la perception des travailleurs qui est à l'oeuvre dans cette conception d'une forme de collectivité semi-collective qu'on leur destine, et l'avenir idéal que l'on pense pour eux : cultivateurs "arriérés" et "réactionnaires" qui doivent se mouler dans une forme où l'efficacité économique et l'homme nouveau sont prédéterminés. Cette perception est sans issue car étrangère à la réalité de ces travailleurs. Leur insertion dans la modernité doit être pensée en continuité et en dépassement de ce qu'ils sont. Leurs capacités, leurs aspirations et leurs limites se dévoilent dans une rencontre construite sur la reconnaissance de chacun, tandis que la création d'espaces de discussion et de négociation de gens égaux et libres sous une loi commune permet peu à peu une créativité individuelle et commune. Notre méthode rencontre ici, sur le terrain qui est le nôtre, socio-politique, le principe de la démarche des agronomes des systèmes agraires. L'apprentissage de la nouveauté, ici et là, ne peut se faire que dans la pratique de rapports démocratiques.

3 - La rencontre de l'équipe de recherche du musée Göeldi, Belem

L'équipe de Sao Paulo a rencontré à Belem, début 1993, P. Lena, C. Geffray, J. Picard, R. Araujo et deux ingénieurs agronomes français. La confrontation des expériences de recherche, au cours d'une semaine de séminaire intensif, a permis de noter un large accord entre tous sur le fait que les relations démocratiques formellement proposées par les politiques publiques et privées sont pénétrées par des relations interpersonnelles de domination, caractéristiques en première approximation du paternalisme à l'oeuvre historiquement dans la société brésilienne. Le pointage d'une différence d'approche entre les deux équipes a pu également être fait : l'équipe de Belem privilégie l'observation du déploiement des rapports paternalistes et apporte un éclairage lumineux sur ce phénomène. L'équipe de Sao Paulo privilégie l'observation des failles et des résistances dans cette pénétration, préoccupée d'explorer les virtualités de transformation qui travaillent les relations paternalistes pour les dépasser en relations construites sur la reconnaissance réciproque, l'égalité et la liberté de s'exprimer et de décider sous une loi partagée en commun. Ressort de ces échanges l'évidence d'une complémentarité qui doit donner au nouveau programme une dimension très créative.

4 - Le terrain de Marabà (Sud du Parà)

Au cours de 6 semaines de terrain, fin 1993, nous avons rencontré une ONG de grand poids régional, le CAT (Centro Agro-Ambiental do Tocantins), articulé à l'Université Fédérale du Para et à l'Université France-Antilles. Il nous a permis de découvrir la région, en même temps qu'il nous mettait au coeur de ses pratiques d'intervention, construites à la fois et de manière liée, sur la recherche agronomique et sociologique, et sur la formation, l'organisation et l'action de syndicats ruraux. Cette situation nous a permis d'observer l'action du CAT dans l'une des multiples communautés de son aire d'influence. Cette communauté comprend un nombre assez important de familles (140) aux prises avec les problèmes communs d'une installation récente (9 ans) sur un front pionnier : production, transport, commercialisation, éducation, santé. Par ailleurs différentes entités syndicales ou associatives se proposent d'assister ces familles en les organisant.

Il s'agissait d'une part, en continuité avec l'éclairage de l'équipe de Belem, d'observer la pénétration des relations paternalistes au sein des relations formellement démocratiques. Et d'autre part, en continuité avec notre propre éclairage, d'observer les conduites de résistance à ce jeu de relations biaisées de la part des familles, tant au sein de la communauté que dans les relations de cette dernière avec l'extérieur; d'en apprécier le caractère actif ou passif; et de réfléchir aux possibilités inscrites dans ces résistances, pour construire une stratégie d'intervention permettant le dépassement des relations existantes par des relations démocratiques. Nous avons pu observer, à partir du constat immédiat d'une limitation largement reconnue du syndicat et de l'association dans l'unification des familles, d'une part une appropriation du syndicat par un véritable réseau familial, et d'autre part une appropriation de l'association par une minorité prise dans un réseau de clientélisme politique. Mais aussi des conduites individuelles de participation critique ou d'opposition. Soit les propres membres de ces entités développent un rapport tactique ou utilitaire, personnel ou opportuniste, à leur égard, et, se tenant à l'écart de toutes les mobilisations espérées, se dérobent au moment de rétribuer les services rendus, c'est-à-dire au moment des élections. Soit de nombreuses familles se tiennent délibérément en dehors, dans une attitude d'opposition, et se cantonnent dans des relations familiales et de voisinage.

L'approfondissement de ces conduites et attitudes, dans le dialogue avec chacune de ces familles, en position dominante ou dominée, révèle un phénomène complexe. Dans les relations qu'elles nouent entre elles au sein de la communauté, et dans celles qu'elles nouent à l'extérieur (à l'occasion d'interventions dont elles sont l'objet), les familles établissent des réseaux de relations personnelles qui construisent leurs inégalités respectives et réciproques. Elles abordent divisées et opposées des

problèmes qui leur sont communs. En même temps, chaque famille ou chaque individu, pris séparément, critique le jeu des relations en cours, et se réfère à un jeu possible de relations égalitaires et démocratiques sous une loi commune. C'est l'effet du discours répétitif qui leur est tenu en toutes circonstances. Dans la pratique cependant, c'est une toute autre réalité qui se développe, en continuité avec le jeu clientéliste.

Ce décalage entre la conscience partagée par tous et les pratiques de chacun manifeste l'existence d'un manque, celui d'un pouvoir incarnant l'ordre démocratique, tant au niveau de la communauté qu'à celui de l'Etat. Il est clair que toute tentative d'intervention dans ces communautés, -sous forme syndicale ou associative-, qui se donne pour tâche d'unifier les familles face aux problèmes communs et qui n'a pas une claire conscience de la nécessité de construire le jeu démocratique, est condamnée à voir son action détournée et dénaturée par le jeu des rapports interpersonnels ou interfamiliaux traditionnels.

Cette situation invite à regarder de près la relation ONG-militants, en tant que matrice de la formation de ces militants, tant pour ce qui concerne l'analyse des communautés paysannes qui sous-tend cette formation, que pour la stratégie d'intervention qui découle de cette analyse. C'est une question complexe de découvrir comment les projets des ONG à l'égard des communautés paysannes, favorisent l'émergence de meneurs qui tendent à reproduire les pratiques traditionnelles de la société rurale au lieu de construire des relations nouvelles de caractère démocratique. Approfondir cette question, élaborer les méthodes de connaissance de la relation ONG-militants et militants-communautés paysannes à partir d'un autre regard sur la paysannerie, construire une méthode de formation à partir de cette connaissance, telles sont les tâches que nous nous proposons. Les communautés de familles sur front d'expansion (la frontière) sont des agglomérats fortuits à constituer en communes : en propriétaires se reconnaissant égaux et libres, soumis aux mêmes lois; et en tant que tels membres d'un Etat.

Il est établi que le travail de recherche utile à fournir les réponses aux questions que nous nous posons, va se développer en relation étroite avec deux des plus importantes ONG de cette région amazonienne du Parà : le CAT, dont nous venons de parler, et la FASE (Federação dos Orgaos para a assistencia social e educacional). Le Professeur d'INCAO est déjà engagé dans un travail d'évaluation auprès de la FASE dont l'action embrasse 4 micro-régions du Para autour d'un projet intitulé : "Stratégies paysannes et alternatives de développement pour l'Etat du Parà". Une négociation est engagée avec le CAT concernant la participation de G. ROY à l'équipe de chercheurs qu'il rassemble (Universités du Parà et France-Antilles, CNRS-Toulouse) dans le cadre d'un contrat à établir avec le musée

Goëldi. Un partenariat s'est établi enfin avec le GMRSE (CNRS, Nanterre, M. Jollivet). Une première rencontre a eu lieu à Paris le 1^o juin 1994 et un projet de coopération franco-brésilien a vu le jour le 26 juin 1994 : "Programme Environnement en Amazonie". Ce n'est pas le moindre intérêt de ce programme que l'association et la confrontation entre la méthode des systèmes agraires des agronomes et la méthode d'intervention démocratique proposée par les sociologues.